

# LA BUREAUCRATIE CONTRE LES RÉALISATIONS...

Nous avons actuellement, sous les yeux, chaque jour, des preuves évidentes de l'incurie gouvernementale et de la carence de l'État, que ce soit la question du ravitaillement, celle du logement, ou encore celle de l'information, toutes sont résolues suivant des méthodes bureaucratiques ou partisans, sans résultat valable pour la masse de la population.

Certes, il existe des services spécialisés, des textes nombreux et détaillés, des fonctionnaires innombrables. L'État prend de plus en plus d'importance et tend à devenir omnipotent. Cette tendance est qualifiée par les partis dits de «gauche» comme une poussée vers le socialisme. Dans leur propagande, qui se préoccupe plus de frapper l'imagination des foules que de les instruire, de les renseigner et de les éduquer, les partis S.F.I.O. et communistes présentent les nationalisations, les contrôles officiels, les bureaux coordinateurs comme autant de manifestations de la transformation sociale, dans un sens ouvrier et révolutionnaire.

L'échec éclatant, l'impuissance flagrante des méthodes étatiques pourrait donc entraîner une désaffection des travailleurs envers l'idée et les méthodes socialistes. Il existe là un danger qui ne peut être passé sous silence: danger de voir les masses ouvrières subir l'influence de la démagogie de droite, danger de voir disparaître dans l'oubli des principes et les méthodes socialistes véritables, celles du socialisme de la liberté.

Prenons un cas concret, celui du logement. La guerre et les destructions ont réduit le nombre de locaux habitables. Il y a crise de logement, aiguë dans certains centres particulièrement dévastés, relative dans la plupart des grandes villes. Les déplacements de populations réfugiées ont aggravé la situation. Le manque de matériaux de construction empêche que soient rapidement réédifiés les immeubles en ruines. Qu'a fait le Gouvernement, qu'ont proposé les partis de «gauche» qui le composaient? Des lois, des décrets, des règlements. Pour les appliquer, des commissions, des comités, des bureaux. Le résultat est connu: pour obtenir un appartement ou une simple pièce, il faut ou bien payer une certaine somme au propriétaire, au concierge ou au locataire sortant; ou bien bénéficier d'une protection de la part d'un des dirigeants de l'organisme officiel compétent; ou bien encore se montrer docile envers l'un ou l'autre des partis qui, sur place, détiennent le contrôle du logement. Vous obtenez un local si vous avez de l'argent, si vous êtes combinard ou «de mèche». Mais si vous êtes un simple travailleur, sans moyens, sans relations, vous n'obtenez rien. Même en faisant un effort d'imagination, il n'est pas possible de trouver une ombre de socialisme dans tout cela.

Quelles seraient les mesures et les méthodes socialistes? Elles sont bien simples. Il suffit de procéder au recensement, non pas bureaucratique, mais en partant de la base, en commençant par les rues, par les quartiers, en réglant au fur et à mesure des possibilités immédiates une quantité de situations très simples. Un comité de locataires dans chaque quartier rassemblerait en une semaine toutes les données de la question, favoriserait les transferts, et enverrait au comité d'arrondissement ses besoins ou ses moyens excédentaires. De là, il serait facile de passer à l'échelon de la ville ou de la région, pour aboutir finalement au plan départemental et national. Mais le moteur véritable de l'action serait l'intérêt direct des locataires, prêts à se renseigner et à prendre des mesures pratiques pour résoudre leurs difficultés. Il n'y aurait dans toute cette procédure, ni locaux occupés par de nouvelles administrations, ni frais élevés, ni temps perdu. Il y aurait des résultats tangibles, sans délai.

Mais semblable système, celui du bon sens, ne sera jamais préconisé par les partis dits socialistes ou communistes, car il permet de se passer de leur concours, il prouve leur inutilité, de même que celle de l'État, il marque enfin la possibilité pour les travailleurs de s'organiser eux-mêmes, sans paperasse inutile, sans «journal officiel», avec un maximum de rendement.

Au lieu de cette simplicité, les partis préfèrent les discours fulminants contre les «*trusts*», qui ne s'en portent pas plus mal; publient des plans, lancent des chiffres pour les années 1948 ou 1950. Il y a pourtant des appartements suffisamment grands dans le 16<sup>ème</sup>, assez de bureaux inutiles dans le 8<sup>ème</sup>, assez de vil-las en province ou en banlieue, assez de services administratifs partout, pour que les intéressés puissent trouver une place pour se loger. En province, le problème ne se présente pas autrement.

C'est la solution que les démobilisés de certaines régions anglaises ont appliquée dès leur retour, c'est celle qu'appliquent les travailleurs d'Australie, tous las des arguties juridiques et administratives. Ils occupent d'abord, et l'État ou la municipalité légalisent ensuite.

Pour les difficultés de la reconstruction, pour le ravitaillement, il en va de même. Les syndicats peuvent, s'ils le veulent et si leurs dirigeants politiques ne les en empêchent pas, rassembler assez de données pour que l'issue à l'impasse se présente d'elle-même. Des associations de consommateurs et d'usagers joueraient un rôle extrêmement efficace. Puisqu'il faut supprimer les intermédiaires coûteux et inutiles, apprenons à nous passer des partis, de la bureaucratie et de l'État. C'est l'A.B.C. du plus pur socialisme, le nôtre.

-----